

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNC COGE VITRY

10 RUE DES FUSILLES
94400 Vitry-Sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/2025/PAD/PA/N°517GR
Code AIOT : 0007402281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SNC COGE VITRY implanté 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La réglementation impose que chaque installation classée Seveso ou toute installation soumise à autorisation avec POI prescrit par arrêté préfectoral dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI), afin de garantir une gestion efficace des situations d'urgence et de limiter les risques pour les biens, les personnes et l'environnement. Afin d'assurer la conformité et l'efficacité de ces POI en toutes situations, une action régionale portant sur la réalisation d'exercices POI inopinés est organisée en 2025. L'objectif de cette action est de s'assurer de la bonne préparation et réactivité des exploitants face à des scénarios d'urgence. Cette action se déroule sous forme d'exercices inopinés en heures ouvrées ou hors heures ouvrées, permettant ainsi de tester dans différentes configurations des POI des exploitants. Les enjeux principaux de cette action consistent en la vérification de la conformité des actions menées avec le POI, l'adéquation du POI avec la situation rencontrée et le renforcement de la culture de sécurité. La visite d'inspection du 02/12/2025 s'inscrit dans le cadre de cette action régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC COGE VITRY
- 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007402281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) - Chaufferie de Vitry exploite une centrale de co-génération thermique, utilisant du gaz naturel comme combustible. Elle permet la production d'électricité (125 MW électrique) et de vapeur (400 t/h) destinée au chauffage urbain pour le sud parisien. Elle fonctionne en 3x8.

L'installation est classée selon la rubrique ICPE suivante :

3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW [A].

Présence d'une turbine à gaz d'une puissance de 350 MW et d'une chaudière post-combustion de 450 MW.

L'installation est classée selon la rubrique IOTA suivante :

1.2.2.0 - Prélèvement d'eau en Seine, la capacité étant supérieure à 80m³/h [A].

Présence d'une pompe de 590 m³/h.

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/08/01 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/22 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alarme incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 28.3	Sans objet
2	Plan d'opération	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	interne	article 44.4	
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la bonne connaissance du site par les équipes présentes sur site. Cependant, des observations ont pu être relevées concernant le contenu du POI et sa mise en œuvre lors de la réalisation de l'exercice.

Il est par conséquent attendu de l'exploitant une mise à jour de son POI afin de prendre en compte les différentes remarques et observations formulées par l'Inspection, notamment pour l'intégration des mesures à prendre afin d'éviter une pollution du milieu aqueux ou encore sur la pertinence et la cohérence des différentes actions des fiches réflexes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 28.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Prescription contrôlée : Toute détection incendie doit déclencher une alarme sonore reportée en salle de contrôle.
Constats : L'inspection n'a pas fait déclencher l'alarme incendie durant l'exercice. L'exploitant précise que le scénario choisi (fuite de gaz sur le tronçon exposé de la canalisation TAC) entraîne le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 44.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Un Plan d'Opération interne doit être élaboré et remis aux services préfectoraux dans un délai de trois mois. Le POI doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires, tant internes qu'externes, que l'exploitant doit mettre en œuvre au sein de son établissement, sous sa responsabilité, en cas de sinistre (explosion, incendie, pollution), pour le maîtriser, protéger le personnel, les installations, les populations et l'environnement. Il doit permettre de prendre les dispositions nécessaires, d'une part pour placer les installations dans un état de sécurité le moins dégradé possible et limiter les conséquences de l'accident et, d'autre part, pour assurer l'alerte des services de secours et l'information des autorités

responsables, notamment le Maire et le Préfet.

Il doit être mis à jour aussi souvent que nécessaire et minimum tous les trois ans.

Il doit servir de support à des exercices périodiques organisés en concertation avec le Service Technique d'Inspection des Installations Classées et la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris.

Constats :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne daté du 10/08/2023 (v9).

Lors de la réalisation de l'exercice POI, l'inspection a pu constater que les agents présents sur site ont une connaissance sûre des installations et du fonctionnement technique de celles-ci. Malgré des réponses satisfaisantes lors la situation simulée avec la BSPP, il aurait été opportun que les agents prennent des initiatives durant l'attente de la BSPP, notamment l'enclenchement de la vanne de coupure pour isoler hydrauliquement le site.

Ainsi, le DOI n'a pas déroulé la fiche réflexe correspondant au scénario de l'exercice choisi par l'inspection dans le POI du site. Le DOI ne s'est pas suffisamment approprié le POI et a oublié certaines étapes (telles que l'appel à EDF), tandis que d'autres étapes ont finalement été réalisées après plusieurs incitations de l'inspection.

Observation 1 : Le DOI doit être en mesure de s'approprier rapidement les fiches réflexes du POI et réaliser toutes les actions prévues de manière exhaustive, notamment pour l'alerte des organismes externes.

Le schéma d'alerte du POI ainsi que la fiche réflexe du scénario mis en œuvre lors de l'exercice prévoient l'appel de GRT Gaz (désormais Natran). Or, le DOI a eu des difficultés pour identifier le numéro à utiliser et joindre GRT Gaz (contact établi après trois tentatives).

Observation 2 : Le POI doit permettre aux équipiers d'alerter rapidement l'ensemble des acteurs externes concernés.

L'astreinte déportée prévue par le POI a correctement été mise en place, plusieurs points techniques ayant eu lieu entre le DOI et le cadre d'astreinte CPCU au cours de l'exercice.

Par ailleurs, la fiche du POI regroupant les actions réflexes à mener pour le scénario choisi par les inspecteurs n'est pas en adéquation avec les actions réalisées par les intervenants : le point n°5 relatif à l'isolement du poste gaz a été réalisé préalablement à d'autres actions pourtant listées avant dans le déroulement des actions à réaliser.

Observation 3 : L'exploitant est invité, lors de la mise à jour réglementaire de son POI en 2026, à se questionner sur la pertinence de l'ordre établi des différentes étapes des schémas d'alerte et fiches réflexe du document. Plus largement, l'exploitant est invité à prendre en compte l'ensemble des remarques et observations formulées par l'Inspection, lors de la prochaine mise à jour de son POI.

Observation 4 : A l'issue de sa prochaine mise à jour, le POI mis à jour devra être transmis à l'Inspection et à la BSPP. Il conviendra également de former les équipes et de tester le POI périodiquement en concertation avec la BSPP et l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer au plus tôt à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement. [...]
Constats : Durant l'exercice, le Directeur des opérations internes (DOI), responsable de la mise en œuvre du POI sur site, a contacté le "dispatching" déporté de CPCU (situé à Bercy) conformément au schéma d'alerte en production hors heures ouvrées du POI. Le dispatching a averti le cadre d'astreinte CPCU. Non-conformité 1 : Durant l'exercice et contrairement au schéma d'alerte prévu par le POI, le cadre d'astreinte CPCU n'a pas alerté la DRIEAT (via son astreinte direction) et le SIDPC (Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture) .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture lors de la survenue d'un incident ou accident sur son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2001, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) , déversement direct ou indirect de produits ou substances dangereuses, toxiques ou inflammables dans les réseaux d'assainissement publics ou le milieu naturel. [...]
Constats : Durant l'exercice, le personnel présent sur le terrain a réalisé plusieurs actions de protection du milieu aqueux, sur suggestion des sapeurs pompiers (jeu de la BSPP simulé par l'inspection) : - coupure de la pompe du bassin d'orage ;

- mise en place du ballon permettant d'isoler le réseau d'eau pluviale.

Observation 5 : Les étapes permettant l'isolement du réseau de collecte des rejets aqueux ne sont pas présentes dans le POI et devraient être ajoutées conformément aux dispositions de l'article 55 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001.

Type de suites proposées : Sans suite